

Commission: Arctique et Méditerranée

Problématique: « Des espaces maritimes partagés : “Comment concilier l'accès et la sécurité européenne avec la coopération entre l'UE et ses partenaires les plus proches ?” »

Auteur: Bulgarie

La Bulgarie est un pays de l'Europe de l'Est, entouré au nord par la Roumanie, la Mer Noire à l'Est, la Grèce et la Turquie au Sud, et la Serbie et la Macédoine du Nord à l'Ouest. Cette république parlementaire et démocratique, ancien membre du bloc de l'Est après avoir soutenu l'Allemagne pendant les deux guerres mondiales, compte aujourd'hui avec une population de presque 7 millions d'habitants, un PIB de 64,9 milliards de dollars et un IDH très élevé : 0,813. L'économie est fortement basée sur l'industrie du fer et de l'acier et le secteur services. Sa capitale, Sofia, est la résidence du Président de la République, le socialiste et eurosceptique Roumen Radev, et du Premier Ministre, le conservateur europhile Boyko Borisov.

L'économie de la Bulgarie est une économie de marché libérale, qui est intégrée dans l'Économie de l'Union européenne depuis 2007 et dont la monnaie nationale est le lev bulgare. La Bulgarie est un pays industrialisé et la plupart de l'économie est dans le secteur privé. Les principales sources de revenus et de croissances économiques sont le secteur de l'énergie, l'exploitation minière, l'industrie légère et le tourisme. Les principales exportations de ce pays sont l'acier, les machineries, les combustibles raffinés et les textiles

D'une part, le Conseil de l'Arctique a été créé en 1996 avec pour mandat de pousser la coopération au-delà de l'environnement dans les questions relatives à l'Arctique avec un accent particulier sur le développement durable. Le Conseil est aussi chargé d'instaurer un forum pour les états présents dans l'Arctique (le Canada, les États-Unis, l'Islande, la Fédération de Russie, le Danemark, la Suède, la Finlande et la Norvège) pour y débattre de questions telles la protection de l'environnement (en particulier dans les secteurs sujets à la pollution), le développement durable, les moyens de subsistance, la santé, le développement communautaire, le tourisme ainsi que le transport et les communications. Les organismes autochtones y sont aussi assurés d'une participation permanente.

D'autre part, la sécurité en Méditerranée s'avoue être plus difficile. Aujourd'hui les différentes initiatives touchant à la sécurité en Méditerranée ou dans son voisinage immédiat sont nombreuses, parfois concurrentes et le plus souvent très critiquées. Si la situation de la région est reconnue comme particulièrement délicate et tendue, il importe d'autant plus d'apporter une très grande attention à ce que les évolutions attendues préservant les acquis et les facteurs de force, tiennent compte des enseignements recueillis, et s'efforcent de corriger les erreurs constatées. La Méditerranée, du fait de sa position géographique, constitue une zone évidente d'intérêt stratégique prioritaire pour l'UE. Elle doit devenir le point d'application privilégié de son action pour y favoriser la paix et la prospérité. Voici les différents points importants que l'Union Européenne doit prendre en compte pour pouvoir développer une bonne cohésion en mer Méditerranée : s'investir dans la résolution du conflit israélo-palestinien en s'appuyant sur des propositions déterminées, apporter sa contribution autonome dans les négociations visant à résoudre les conflits et crises du Proche-Orient, proposer sa disponibilité à contribuer à la résolution des différends de la région hors UE par une action de « bons offices » et déployer systématiquement une action de négociation, aux côtés de l'ONU, dans les cas de crises impliquant un pays de l'UE et un pays hors UE.

En ce qui concerne la Bulgarie, avec une frontière extérieure de l'UE, espère rejoindre l'espace Schengen de l'UE avant 2022. C'est l'une des raisons pour lesquelles la sûreté et la sécurité restent une question importante à l'ordre du jour du gouvernement et des entreprises bulgares en 2021 et à l'avenir. Le ministère bulgare de l'intérieur, la police des frontières, ainsi que le ministère des finances et l'agence des douanes recherchent des moyens d'améliorer et de renforcer la gestion et le partage d'informations des frontières, que ce soit internes ou externes pour l'UE.

Pour la nouvelle période de programmation de l'UE 2021-2027, la Bulgarie devrait recevoir près de 34,6 milliards de dollars pour divers programmes et environ 600 millions de dollars seront consacrés à des projets d'infrastructure de sécurité et intérieure pour renforcer la fonctionnalité des frontières et l'échange d'informations avec l'UE. La Bulgarie devra également entretenir et moderniser la clôture achevée à la frontière turque (un projet de 100 millions de dollars - 240 km) car ce projet d'infrastructure est d'une importance cruciale pour la sécurité bulgare et européenne. Les projets de modernisation de la frontière avec la Turquie sont devenus très importants au cours du second

semestre 2021 avec les derniers changements avec le gouvernement afghan et la crise migratoire qui a suivi. Un deux ce tu il ne veut pas intégrer l' UE, ce ne va pas ce va et viens donc il peut rentrer un il tu ne veux pas

En ce qui concerne la situation militaire, la Bulgarie possède des forces de tous types, que ce soit maritimes pour la mer Noire, terrestres et aériennes. Comme nous nous intéressons à l'espace maritime, elle disposait de 3 450 marins en 2019 et de bases navales dans les deux principaux ports bulgares de la Mer Noire, à Varna et à Bourgas. Outre son engagement dans l'OTAN, elle se doit de fournir des navires au groupement de coopération navale de la Mer Noire, le BLACKSEAFOR, institué en 2001 par la Bulgarie, la Géorgie, la Russie, l'Ukraine et la Turquie. L'armée bulgare compte à l'heure actuelle près de 34 000 militaires et 9 000 civils. En ce qui concerne le matériel, l'armée bulgare sera dotée de 80 chars, 280 véhicules blindés de combat, 96 systèmes d'artillerie, 16 avions de chasse, 7 avions de transport, 6 hélicoptères de combat, 19 hélicoptères de transport et 6 navires de guerre.

N'ayant pas d'accès direct avec la mer Méditerranée et l'Arctique, la Bulgarie espère pouvoir trouver un terrain d'accord avec ses confrères européens afin de faciliter dans un premier temps les échanges commerciaux (part important du PIB Bulgare) et aussi la sécurité aux frontières vis-à-vis des pays non intégrés dans l'Union Européenne tel que la Turquie.